

FOCUS

SUR LA FAO ET L'AGRICULTURE AU BURUNDI



VOL. 2 - N° 3
OCTOBRE - DECEMBRE
2012

BULLETIN TRIMESTRIEL D'INFORMATION DE LA FAO BURUNDI
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE



Dans ce numéro:

- | | | | |
|---|------------------------------------------------------|----|---------------------------------------------------------------|
| 2 | Nouveau Représentant de la FAO au Burundi | 10 | Intégration du Genre à la FAO Burundi |
| 3 | Le CPP/CPF validé au Burundi | 11 | Appui aux démobilisés et ex-combattants sur le lac Tanganyika |
| 7 | Appui aux rapatriés affectés par la crise au Burundi | 14 | Journée Nationale de l'Horticulture deuxième édition |

Chère lectrice,
Cher lecteur,

« Ainsi, toujours poussés vers de nouveaux rivages,

Dans la nuit éternelle emportés sans retour,

Ne pourrons-nous jamais sur l'océan des âges

Jeter l'ancre un seul jour ?

L'homme n'a point de port, le temps n'a point de rive

Il coule, et nous passons»

Ainsi déplorait langoureusement Alphonse de LAMARTINE (1790-1869), à travers ces vers, la fuite du temps, dans son célèbre poème « LE LAC »

Ah oui ! Dans quelques jours, l'année 2012 nous esquissera son dernier sourire. Certains prétendent même entendre déjà un timide éternuement de 2013.

La FAO Burundi saisit donc cette opportunité pour vous présenter, et ceux qui vous sont chers, un joyeux Noël, et les vœux les meilleurs. Que le nouvel an vous offre à pleine pelle tout ce que le précédent n'a pas pu vous procurer.

« All is well that ends well » disent les Anglo Saxons. Nous avons fait cet adage le nôtre. En témoigne la fidélité à notre engagement de vous offrir, comme de juste, un cadeau de fin d'année : le sixième numéro de FOCUS que vous avez sous vos yeux. Ce n'est pas pour vanter les graisses du porc. Le voici ! Bien assaisonné. Incisif et capiteux. Une diversité d'ingrédients.

En effet, vous ferez connaissance avec le Nouveau Représentant de la FAO au Burundi qui, lors de ses descentes, à peine un mois après sa prise de fonctions, s'extasie sur les monts et les vallées qui abritent nos projets. Nous y évoquerons également, entre autres sujets, la deuxième Journée Nationale de l'Horticulture ainsi que la distribution du petit bétail. Nous tâterons le poul des Villages Ruraux Intégrés et vous ferons vivre l'ambiance lénifiante d'une série d'ateliers, qui sont tombés en cascade, dont un retiendra particulièrement notre attention d'ermite, en l'occurrence l'atelier de validation du Cadre de Programmation Pays pour le Burundi 2012-2016.

Bonne lecture!

**Barnabé Ndayikeza,
Baudelaire Ndayishimiye &
James Belgrave**

Vos opinions et commentaires sont toujours les bienvenus à notre adresse:

FAO Burundi,
Av. De la Plage, Q. Asiatique,
B.P. 1250, Bujumbura, Burundi
FAO-BI@fao.org

Le Conseil approuve l'éradication de la faim comme objectif premier de la FAO

L'Organisation plus déterminée que jamais à atteindre ce but,
souligne le Directeur général



Réunion du conseil de la FAO au siège de la FAO à Rome

7 décembre 2012, Rome - Le Conseil de la FAO a approuvé, lors de sa session qui vient de s'achever, la modification de l'objectif premier de l'Organisation: désormais, il ne s'agit plus de réduire la faim mais de l'éradiquer complètement au niveau mondial.

«Cet engagement sans équivoque tourne nos regards vers là où ils devraient être », a déclaré M. José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO. «Nous ne pouvons accepter rien de moins que l'éradication de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition».

Le Conseil, qui se réunit tous les six mois pour superviser le programme et le budget de la FAO, a également approuvé les objectifs stratégiques qui guideront les activités de l'Organisation.

«Les objectifs stratégiques que vous venez d'approuver nous mettent sur la bonne voie pour apporter une contribution plus grande à l'éradication de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition», a encore dit M. Graziano da Silva lors de la séance de clôture des travaux du Conseil.

Le Directeur général a également remercié le Conseil d'avoir approuvé une stratégie visant la promotion de la collaboration entre la société civile et la FAO.

«Aucun gouvernement ou organisation ne peut, à lui tout seul, vaincre la faim. C'est un objectif qui doit être adopté par tous. Les organisations de la société civile, le secteur privé et d'autres acteurs ont des rôles importants à jouer dans notre quête d'un monde libéré de la faim de manière durable», a ajouté M. Graziano da Silva.

D'autre part, le Conseil a modifié le Règlement général de la FAO afin d'assurer une transition plus harmonieuse lorsqu'une nouvelle administration est élue à la tête de l'Organisation

«Les nouvelles règles relatives à la période de transition garantiront que la FAO continuera à fonctionner et offrira au Directeur général entrant la souplesse nécessaire pour mettre en place les cadres supérieurs dont il aura besoin pour diriger l'Organisation», a expliqué M. Graziano da Silva.

LA FAO BURUNDI SE DOTE D'UN NOUVEAU REPRESENTANT

Le Nouveau Représentant de la FAO au Burundi s'appelle Mohamed HAMA GARBA. Ressortissant du Niger, Dr HAMA GARBA a pris officiellement ses fonctions en date du 05 Novembre 2012, en provenance du pays de la Teranga (le Sénégal) où il prestait à la FAO comme Coordonnateur Régional de la Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs à travers les Champs Ecoles Paysans (GIPD/CEP), Division de la Production Végétale et de la Protection des plantes.

Le même jour de sa prise de fonctions, avant même qu'il n'aille dans son bureau, il a tenu une réunion de prise de contact avec tout le personnel au cours de laquelle ce dernier a été informé de l'évolution du processus de la réforme en cours de notre Organisation.

Il a déjà rencontré les autorités nationales, les Partenaires Techniques et Financiers, ainsi que tous les Responsables des projets et programmes.

Il multiplie ses descentes sur terrain dans le but de s'enquérir et de s'imprégner davantage non seulement des réalisations des projets mais aussi des réalités du pays pour apprécier à juste titre l'étape déjà franchie dans notre lutte contre la faim, la malnutrition et la pauvreté, une lutte qu'il a menée au Sénégal pendant plus de quinze ans. A chaque fois qu'il s'entretient avec le staff, son leitmotiv tombe comme un couperet : « Nous poursuivons tous un même objectif. Gardons donc à l'esprit que le rôle de chacun est aussi important que celui de l'autre ».

Le personnel de la FAO Burundi lui souhaite paix, bonheur, prospérité et pleins succès dans toutes ses entreprises, au cours de tout son mandat au service de notre Organisation.



Le Représentant de la FAO au Burundi déjà sur terrain en contact avec les communautés

JULES SEITZ POUR DE NOUVEAUX HORIZONS: « CE N'EST QU'UN AU REVOIR »



Jules Seitz premier de la gauche sur terrain au Burundi

Jules Seitz a travaillé à la FAO Burundi comme Coordonnateur Technique du projet « Fonds de Consolidation de la Paix », Il a été appelé à d'autres fonctions. La Rédaction de FOCUS n'a pas pu lui tendre le micro avant son départ pour recueillir ses impressions.

Toutefois, à travers un message d'au revoir qu' il a envoyé aux collègues, en date du 30 novembre 2012, on sent que l'émotion est vive. Nous vous le livrons in extenso dans les lignes qui suivent :

*Chèr(e)s collègues, chèr(e)s ami(e)s,
Voilà trois ans que je pense BURUNDI, presque un an que je vis BURUNDI.
Ce beau pays, ces gens, sont entrés dans ma vie.
Aujourd'hui, c'est mon dernier jour de travail à la Représentation.
Le temps partagé a permis d'échanger des idées, et elles sont en chemin.
Je vous souhaite beaucoup de succès et de bonheur pour la suite.
MURAKOZE
Sincèrement,
Jules.*

La FAO Burundi garde de lui le souvenir d'un travailleur infatigable, humble, toujours disponible, d'une grande capacité d'écoute et d'une chaleur humaine qui touche le nerf le plus insensible. Elle lui souhaite pleins succès dans ses nouvelles fonctions.

Validation du Cadre de Programmation Pays 2012-2016 de la FAO et le Gouvernement du Burundi



Vue partielle de la salle. De droite à gauche, le Représentant de la FAO, le Secrétaire Permanent du MINAGRIE, et le Coordonateur Résident du SNU au Burundi

Le 4 décembre 2012 la FAO et le Gouvernement du Burundi ont validé le Cadre de Programmation Pays (CPP) pour la période 2012 – 2016.

Le CPP définit les priorités de la collaboration entre la FAO et le Gouvernement du Burundi ainsi que les résultats à atteindre pour les cinq prochaines années pour soutenir les objectifs nationaux de développement en matière d'agriculture, de développement rural et de sécurité alimentaire tels que stipulés dans les documents stratégiques nationaux notamment dans le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP II) et le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA).

Sur base des avantages comparatifs de la FAO, de son mandat, de ses capacités de mobilisation des ressources et des possibilités de mise en œuvre des interventions retenues, le Burundi et la FAO se conviennent à travers le CPP de concentrer leur coopération autour des quatre axes stratégiques suivants :

i) La professionnalisation et l'intensification du secteur agricole ;

ii) La gestion durable des ressources naturelles ;

iii) La gestion et utilisation de l'information et des statistiques agricoles pour la prise de décision des acteurs du secteur ; et

iv) L'appui à la planification stratégique et coordination du secteur.

Le CPP, propriété conjointe du Gouvernement et de la FAO, a été élaboré en concertation avec le Gouvernement du Burundi, les Partenaires Techniques et Financiers, les ONG nationales et internationales et d'autres parties prenantes comme la société civile, le secteur privé et les Organisations Professionnels Agricoles.

L'atelier de validation du CPP a été conjointement présidé par le Représentant spécial adjoint du Secrétaire Général et Coordonateur Résident du Système des Nations Unies au Burundi, Mme. Rosine Coulibaly, du Secrétaire Permanent du Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, M. Joseph Nduwimana, et du Représentant de la FAO en République

du Burundi, Dr Mohammed Hama Garba, le 4 décembre 2012 à l'Hôtel Club du Lac Tanganyika. Après la signature officielle du document par le MINAGRIE et la FAO, dans les prochains jours, la FAO Burundi va établir un plan de travail biennal qui constituera sa première feuille de route dans la mise en œuvre du CPP.

Les participants à l'atelier ont fait des recommandations générales à l'intention du Gouvernement et de la FAO pour une contribution efficace du CPP dans l'amélioration de la sécurité alimentaire. Une attention particulière devra être mise sur la coordination des intervenants du secteur, sur la place des activités spécifiques pour améliorer la situation nutritionnelle précaire que connaît le pays ainsi que sur l'atteinte des performances à la hauteur des efforts budgétaires consentis dans le cadre du CPP pour une contribution conséquente à la sécurité alimentaire du Burundi.

Les partenaires présents ont apprécié et approuvé le CPP pour son caractère inclusif et la pertinence de ses orientations. Le document sera présenté incessamment pour être endossé officiellement par le Gouvernement du Burundi et la FAO.

Le dernier trimestre de cette année 2012 a été pour les agri-éleveurs de Gitega, Bururi, Bujumbura, Makamba, Mwaro et Rutana, une période heureuse pour certains bénéficiaires des interventions de la FAO.

Cette organisation a distribué des chèvres et des volailles dans le cadre de deux projets financés par le Royaume de Suède.

Les provinces de Ngozi (Communes de Ngozi et Mwumba), Bururi (Commune de Rumonge) et Gitega (Gitega, Giheta et Makebukoko) ont reçu un total de 870 chèvres pour 290 membres des Champs Ecoles Paysans (CEP) : 9 CEP pour Gitega, 9 CEP pour Ngozi et 11 CEP pour Rumonge et 10 membres de chaque CEP sont des bénéficiaires directs.

La chaîne de solidarité communautaire (remboursement des premiers descendants aux autres membres de CEP) sera appliquée pour permettre une large diffusion au sein des membres de CEP.

Les provinces de Bujumbura (Commune Mutimbuzi), Gitega (Communes de Gitega, Giheta et Makebukoko) et Bururi (Communes de Bururi et Rumonge) ont quant à elles reçu au total 4550 poules de race Kuroiler réputée rustique avec une productivité élevée (taux de ponte et vitesse de croissance élevés).

La distribution de volailles dans le reste des provinces (Mwaro, Rutana, Makamba et la commune de Ryansoro dans Gitega) est planifiée pour début 2013.

Chaque fois après la remise du bétail, la FAO distribue aussi des aliments, mangeoires et abreuvoirs comme kit d'accompagnement pour que l'élevage de volailles se passe dans de bonnes conditions.

Les produits vétérinaires de base sont mis à la disposition des partenaires pour des interventions en cas de besoin. Ainsi, 100.8 tonnes d'aliments poulettes, 1000 mangeoires et 1000 abreuvoirs ont été distribués dans toutes les provinces ayant/ou qui vont bénéficier des distributions en volailles (Gitega, Bujumbura, Bururi, Makamba, Mwaro et Rutana).

L'objectif visé par l'appui est de contribuer à diversifier les moyens d'existence des membres des CEP par l'accès à un certain revenu par la vente de produits d'élevage, l'amélioration de la situation nutritionnelle par la consommation des protéines d'origine animale, l'augmentation de la production agricole par l'utilisation de la fumure organique et le renforcement des liens sociaux grâce à la pratique de la chaîne de solidarité communautaire mise en place par la FAO et ses partenaires.

Les petits ruminants mettent bas trois fois tous les deux ans, ce qui permet au bénéficiaire d'augmenter son capital ou de le monétiser pour faire face à des dépenses essentielles : chaque bénéficiaire aura en deux ans une dizaine de chèvres (une chèvre adulte coûtant plus de 35 USD). Pour les volailles, chaque bénéficiaire (8 poules) peut avoir un gain annuel d'environ 17000 BIF).

Madame BUKUNYERI Marie, CEP de GAKECERI, province de Ngozi affirme « Je n'avais pas de chèvres chez moi à la maison et la production agricole a beaucoup diminué. Ici chez nous, les sols sont devenus infertiles et quelqu'un qui n'a pas de bétail n'a pas assez de récoltes. Je remercie la FAO pour l'appui. En effet, ces chèvres vont me permettre d'avoir du fumier. Quand elles vont se reproduire, après le remboursement, je pourrais vendre une tête pour subvenir aux urgences ».



Distribution des chèvres aux bénéficiaires du projet



Un des boucs de race améliorée distribués au Burundi par la FAO



CEP GARUKIRUBURIMYI (de la commune Mutimbuzi, province de Bujumbura) bénéficiaire de poules de race mixte (KUROILER)

PHOTO FOCUS 2012

La FAO en Action



Une bénéficiaire de l'appui aux rapatriés de la FAO à Rumonge



Le DPAE de Rutana inspecte un bouc de race améliorée distribuée par la FAO



Tournage d'un vidéo-documentaire sur un projet FAO à Bururi



Plantation des ananas importés par la FAO pour multiplication

PHOTO FOCUS 2012

La FAO en Action



L'emballage du Ndagala à Gitaza dans le cadre du projet PBF



Des bénéficiaires en train de sécher du Ndagala au bord du Lac Tanganyika



La culture de champignons - très rentable au Burundi grâce à la FAO



L'association ACCP de Gitaza avec le Représentant et d'autres collègues FAO

La FAO et l'Union Européenne appuient les rapatriés pour la paix au Burundi

Les ménages de rapatriés espèrent un avenir radieux grâce à l'appui en moyens d'existence de l'UE et l'ONU

« Pendant la guerre, j'ai fui le Burundi et suis allé avec ma famille en Tanzanie. Nous y avons vécu 16 ans », explique Ido Modeste, un rapatrié dans le village Rural Intégré de Buzimba en commune Rumonge de la province Bururi au sud du Burundi. « La vie était très difficile et nous avons peur de retourner dans notre pays. En effet, nous craignons que les tueries n'allaient jamais s'arrêter. Nous sommes revenus en 2009 et avons pu nous réinstaller grâce à l'appui de l'ONU ».

Ido est l'un des plus de 500 000 personnes qui, selon le HCR étaient déplacées par le conflit et sont maintenant retournées au Burundi. Le conflit prolongé, qui a pris fin en 2008, a entraîné la mort de plus de 300 000 personnes.

Les rapatriés sont confrontés à d'énormes défis à leur retour à la maison : ce sont notamment le manque de terres, d'infrastructures, de capacités financières, d'intrants agricoles et d'opportunités génératrices de revenus. Ils se retrouvent souvent impliqués dans des conflits fonciers pour des terres qui ont été occupées par d'autres personnes.

Beaucoup d'entre eux n'y trouvent rien, mais grâce à un programme conjoint FAO-PNUD-UNICEF, financé par l'Union Européenne, ils ont réussi à rétablir les moyens d'existence et assurer l'avenir de leurs familles.

Le HCR leur procure le logement, tandis que la FAO leur assure les moyens d'existence agricoles. L'UNICEF, quant à lui, fournit des services d'eau et d'assainissement, alors que le PNUD leur donne un appui en activités génératrices de revenus.

« Cette approche holistique et multisectorielle a enregistré beaucoup de succès au Burundi et est un excellent exemple du travail reflétant l'unicité de l'ONU », explique Joseph Sakubu, Responsable du projet de la FAO.

Depuis 2010, la FAO a appuyé plus de 4000 rapatriés et ménages de la communauté d'accueil - environ 20 000 personnes - dans les provinces de Makamba, Rutana et Bururi au sud du pays.

Le projet vise à améliorer la productivité agricole, la fertilité des terres données aux ménages rapatriés par le gouvernement, en assurant un accès aux intrants agricoles essentiels pour aider à accroître la production agricole et la sécurité alimentaire. Le projet vise aussi à accroître les revenus des ménages par le biais des activités génératrices de revenus agricoles et para-agricoles.

L'intensification de la production agricole

« La vente des légumes que j'avais cultivés m'a permis d'acheter de la farine, du sel, de l'huile et d'autres aliments me permettant maintenant de nourrir ma famille. L'on peut manger les légumes seuls aussi », explique Rebecca Niyokwizigira du village de Musenyi.

« J'ai aussi été en mesure d'acheter du matériel scolaire et des uniformes pour mes enfants, du savon pour laver leurs vêtements afin qu'ils puissent aller à l'école étant propres » a-t-elle ajouté.

Les ménages de rapatriés ont pu reprendre leurs activités agricoles grâce aux intrants de la FAO notamment les semences, les engrais, les outils et la formation. Des hangars de stockage ont été érigés dans chaque village, permettant aux agriculteurs d'avoir là où stocker leurs matériels, intrants, semences et production, servant aussi de centres de transformation des produits agricoles.

La FAO appuie également dans le maraîchage et l'horticulture en vue d'améliorer la nutrition des ménages. En plus des semences et des plants fruitiers, les agriculteurs ont reçu des engrais organiques et ont été formés en techniques

agricoles améliorées pour accroître leur production et renforcer leur sécurité alimentaire. Les bénéficiaires ont également été formés dans les techniques de compostage afin de leur permettre de produire leur propre fumier organique.

Renforcer les capacités agricoles

La combinaison des connaissances locales, des techniques et meilleures pratiques agricoles est incontournable pour l'amélioration des capacités agricoles au Burundi. La FAO a mis en place les Champs-Ecoles-Paysans (véritables écoles sans murs, un apprentissage participatif dans le champ où les fermiers apprennent par l'observation, l'échange et l'expérimentation) dans tous les villages de rapatriés. Les bénéficiaires ont pu acquérir de nouvelles techniques, comparer les méthodes agricoles, et améliorer leur capacité de production agricole.

Minimiser la dégradation des terres

"Le programme de reboisement est très important pour nous", dit Neema Habonimana du village de Musenyi, « les arbres aideront à protéger notre terre contre l'érosion des sols, et nous serons en mesure de cultiver et de nourrir nos enfants ». La FAO a entrepris un programme de reboisement à travers la distribution de l'eucalyptus, du calliandra et d'autres essences aux bénéficiaires, ainsi que l'installation des plantes antiérosifs afin de minimiser la dégradation des terres et assurer une grande productivité agricole.

Des moyens de subsistance basés sur l'appui en élevage

L'élevage s'est révélé être un excellent moyen de subsistance pour beaucoup de bénéficiaires, et la FAO a aidé les fermiers à élever des poulets, des chèvres, des lapins et des canards, par la distribution des animaux, la formation des bénéficiaires, la distribution des équipements



Démonstration de la méthode d'apprentissage participatif dans le champ



Une bénéficiaire et son Kitchen Garden - Jardin de Cuisine



La culture de tomates à Bururi dans le sud du pays



Apiculture à Rumonge avec des ruches modernes

vétérinaires et le renforcement de leurs capacités ainsi que l'octroi des aliments et les mangeoires pour ces animaux.

« J'ai reçu des chèvres de la FAO, je les ai bien nourries, élevées et j'ai pu vendre les petits. Non seulement j'ai été capable de nourrir ma famille avec une partie de la progéniture pendant la période de soudure, mais aussi j'ai pu acheter une vache pour 170 000 FBU (USD 110) », explique Bonaventure Bima du village de Musenyi. « La vache produit beaucoup de bon fumier grâce auquel j'ai augmenté ma production ».

Le cas de Bonaventure n'est pas isolé : les bénéficiaires du projet ont été nombreux à montrer des signes de progrès tels que le démarrage des boutiques et des petites entreprises et l'achat des vaches. Cela montre le progrès réalisé par le projet dans l'assurance d'un avenir meilleur pour les rapatriés à travers un soutien aux moyens d'existence agricoles.

«Après la première année de soutien par la FAO, mes animaux se sont multipliés. J'ai maintenant six chèvres et 18 poules pondeuses, et j'en ai déjà donnés quelques à mes voisins », explique Evelyne Bizimana du village de Mutambara.

La FAO a fait la promotion de l'approche « chaîne de solidarité communautaire », approche par laquelle les bénéficiaires passent la première génération des descendants de leurs animaux à leurs voisins (souvent de la communauté d'accueil) qui n'ont pas bénéficié de l'appui de ce projet. Cette approche renforce ainsi les liens sociaux et contribue à la cohabitation pacifique dans un pays fragilisé par des années de conflits interethniques.

La diversification de la production agricole

La rareté et l'atonomisation des terres sont un problème majeur au Burundi, au même titre que dans les villages appuyés par l'ONU. La FAO a fait la promotion d'une approche novatrice de l'agriculture sur de petites terres – le kitchen garden - jardins de cuisine.

La terre est rassemblée sous différents paliers sur lequel l'on cultive les légumes juste à côté de la maison. Les bénéficiaires sont en mesure de produire des tomates, des poivrons et d'autres légumes pour la consommation familiale. Deux activités para-agricoles qui ont également été un grand succès dans les villages de rapatriés sont l'apiculture et la culture des champignons. La FAO a dispensé une formation et des intrants pour ces deux activités.

"Le miel que nous avons produit nous apporte des revenus importants et sert également de médicament pour nos enfants », dit Ezéchiel Nijimbere du village de Nyakazi. Il est à la tête d'une des associations appuyées en activités apicoles. Une formation en techniques modernes d'apiculture a été dispensée, et du matériel apicole a été distribué.

Les champignons ont aussi été un excellent moyen pour les rapatriés dans la génération des revenus supplémentaires. « Nos conditions de vie se sont améliorées grâce à la culture du champignon », explique Safi Nizigiyimana, « une fois que les gens apprennent que nous avons récolté des champignons, nous recevons au téléphone de nouvelles commandes venant des villages voisins et même de Rumonge" (une ville située à 25 minutes de parcours).

Regard vers l'avenir

La vie des rapatriés s'est beaucoup améliorée grâce au soutien des Nations Unies et de l'Union Européenne, et la paix est devenue une réalité au Burundi. Le dernier camp de réfugiés burundais en Tanzanie a dû fermer à la fin du mois de Décembre 2012. Les 35000 réfugiés restants retourneront à leur terre natale après environ 20 ans d'exil. Ce flux, en plus des 500 000 et des gens qui sont retournées au Burundi depuis 2002 aura sans aucun doute des répercussions sur le système alimentaire au Burundi, et exacerbera les conflits fonciers actuels et potentiels. Cela constitue un défi auquel les bailleurs de fonds et les agences concernées devront faire face.



Un agri-éleveur à Makamba



Un des hangars de stockage construits par la FAO



Une bénéficiaire dans le VRI de Buzimba

Intégration du genre dans les programmes pour une promotion de la sécurité alimentaire et la nutrition

La femme peut contribuer à l'économie rurale mieux que l'homme, mais reste moins considérée dans les politiques de développement. Comme les enfants, les femmes sont plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle que les hommes (notamment par un accès et une disponibilité alimentaires limités), bien qu'elles soient pourvoyeuses de vivres alimentaires.

Telles sont certaines des idées maîtresses ayant ressorti de l'atelier de plaidoyer et de renforcement des capacités sur l'intégration du genre dans la sécurité alimentaire organisé à la fin du mois dernier à Bujumbura dans le cadre du projet « Adresser la problématique du VIH et des inégalités du genre par une réponse de sécurité alimentaire et de nutrition en Afrique centrale et de l'Est » financé par le Royaume de Suède et mis en œuvre par la FAO dans six pays de la région dont le Burundi. Ayant vu la participation des ONG nationales et internationales, les délégués des agences des NU, et divers cadres de différents ministères, l'atelier visait le renforcement des capacités dans l'analyse et l'intégration des perspectives genre dans les politiques et programmes de sécurité alimentaire et de nutrition.

Selon Isaac NZITUNGA, Conseiller au MINAGRIE ayant ouvert l'atelier au nom du président du groupe sectoriel agriculture et développement rural, les femmes représentent 51.7 pourcent de la population (recensement général de la population 2008) et « jouent un rôle crucial dans la sécurité alimentaire dans la production agricole, étant donné qu'elles constituent une part considérable de la main d'œuvre agricole et produit la plupart des aliments consommés localement ».

Malgré leur rôle et leur place très marginaux dans l'économie, les femmes sont selon lui les principaux intervenants dans la sécurité alimentaire et dans le bien-être des ménages ruraux. Elles sont pourtant plus exposées à l'insécurité alimentaire et sont, selon le cadre du MINAGRIE, trois fois plus

pauvres que les hommes. Elles n'ont pas de pouvoir de décision ni sur l'utilisation ni sur le contrôle des bénéfices de l'agriculture, malgré leur rôle de premier rang dans l'économie familiale. Elles ne participent pas non plus à la prise des décisions au sein des ménages, malgré qu'elles travaillent à longueur de journée. Leur taux de participation dans l'élaboration des politiques est encore très bas.

« Les documents de politique ne donnent pas aux femmes la place qui leur revient dans la réalisation des objectifs de développement et ne font pas ressortir spécifiquement cette catégorie sociale. La problématique genre n'est pas encore suffisamment perçue comme une entrave au développement du secteur », a indiqué NZITUNGA.

Un rapport sur la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture produit par la FAO établit que la femme joue un rôle plus important que celui de l'homme dans l'économie rurale à travers l'agriculture et l'emploi. Les femmes sont désavantagées par rapport aux hommes pour l'accès aux ressources et aux débouchés. Les femmes sont plus orientées vers les activités moins productives. Consacrant moins de temps à l'éducation, elles ont un accès limité à la formation agricole et aux services de vulgarisation. Leur accès limité ne leur permet pas d'avoir les intrants nécessaires comme les engrais et les semences.

Les terres cultivables étant exigües, la production générée par la femme reste insuffisante et la sécurité alimentaire devient par conséquent déficitaire. La femme n'accède pas aux technologies de production par manque de pouvoir d'achat, et quand elle en a, elle l'utilise mal. La femme est capable d'exploiter la terre plus activement que l'homme mais n'en a pas encore la propriété. Au Burundi la loi sur la succession n'est pas encore en vigueur. La participation de la femme à l'entrepreneuriat est moindre car elle accède difficilement au crédit, et ne peut même pas être en mesure de payer les garanties.

Les inégalités entre l'homme et la femme font que cette dernière ait une productivité inférieure de 30 pour cent par rapport à celle de l'homme malgré leur efficacité dans la croissance de l'économie agricole. « Un meilleur accès à la terre, au bétail, à l'instruction, aux services financier et de vulgarisation, aux technologies et aux marchés de l'emploi rural, se traduirait notamment par une nette augmentation de la productivité et par une amélioration de la production agricole, de la sécurité alimentaire, de la croissance économique et du bien-être social », a indiqué M. Mohamed HAMA GARBA, Représentant de la FAO au Burundi à l'ouverture de l'atelier.

Selon lui, les rendements sur les exploitations agricoles des femmes pourraient s'accroître jusqu'à 30 pourcent, ce qui permettrait l'augmentation de la production de 2.5 à 4 pourcent. Le nombre de personnes affamées serait aussi réduite jusqu'à 17 pourcent. Citant les recherches déjà faites, HAMA GARBA souligne que l'accès aux intrants agricoles permettrait à lui seul de soustraire de 100 à 150 millions de personnes de la faim dans le monde entier.

Le partenariat et la complémentarité sont les catalyseurs de la réduction des écarts entre l'homme et la femme. Le respect des principes élémentaires universels et la collaboration entre le Gouvernement, la communauté internationale et la société civile permettrait la mise sur pied des politiques de nature à combler ces écarts. Mme Karine Garnier, chargée du volet genre au niveau du Bureau sous-régional de la FAO à Nairobi, fait remarquer que l'intégration du volet genre ne fera que générer une plus grande efficacité des programmes. Ceci ne se concrétisera que si l'approche est reflétée dans tout le cycle du programme. De cette manière, la conduite des interventions sera de bonne qualité et répondra aux besoins réels des hommes et des femmes.

Après avoir pris connaissance des paramètres à considérer dans l'analyse du genre, les participants se sont engagés à restituer les enseignements tirés de cette formation et se sont engagés à plaider pour plus d'intégration du genre dans leurs activités respectives.

Les projets de pêche appuyés par la FAO contribuent à la restauration de la paix et aux moyens d'existence au Burundi

Les associations de rapatriés, déplacés et ex-combattants vivant près du lac Tanganyika bénéficient des moyens d'existence durables à travers l'appui du programme « Fonds de Consolidation de la Paix » (PBF)

« En 1993, j'ai fui la guerre au Burundi pour m'exiler, avec ma famille en la RD-Congo », explique Crispin Niragira, « Nous avons fui la terrible guerre en RDC en 1997 et nous sommes rendus en Tanzanie. Nous avons passé plus de dix ans dans des camps de réfugiés en vivant des distributions et n'avions pas d'emploi. Lorsqu'en 2007 nous avons appris qu'il y avait la signature de l'accord de paix entre le Gouvernement (du Burundi) et les rebelles, nous sommes rentrés aussi vite que nous le pouvions ».

Crispin est parmi plus d'un demi-million de personnes qui sont rentrées au Burundi depuis la fin de la guerre ayant entraîné la mort de 300 000 personnes et laissé le pays en ruines. Retourner au pays n'est pas facile, la terre est rare, les terres ont souvent été volées ou occupées par d'autres personnes, les infrastructures sont détruites, et le niveau de confiance entre les différentes composantes ethniques et les communautés est hypothétique.

L'assurance des moyens d'existence pour les rapatriés, les anciens combattants et les déplacés constituait l'étape clé dans la consolidation de la paix et dans l'assurance d'une vie décente et des moyens d'existence pour les personnes les plus vulnérables au Burundi.

Consolidation de la paix au Burundi

La FAO a pris part à un programme interagences des Nations Unies appuyé par le Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix (PBSO) à New York. Grâce à ce programme, la FAO appuie plus de 490 personnes réunies dans cinq associations bénéficiaires au nord-ouest du Burundi et menant des activités de pêche, pisciculture et des activités para-agricoles génératrices de revenus, comme la culture des champignons et le maraîchage.

Une de ces associations, dont Crispin est membre, est l'association dénommée l'ACCP (Association de Conservation et Conditionnement du Poisson) de Gitaza, un village de pêcheurs situé à 25 km au sud de la capitale Bujumbura. L'association de 175 personnes englobant des personnes déplacées, des rapatriés, des ex-combattants démobilisés, ainsi que des professionnels du secteur de la pêche, œuvrent dans la conservation du poisson et dans la commercialisation du poisson du lac Tanganyika, une source importante de revenus pour les personnes vivant au bord du lac.



Les membres de l'association ACCP à Gitaza achètent du poisson frais du Lac Tanganyika



Le séchage du Ndagala



Deux membres de l'association avec le produit prêt à vendre

Crispin et son association travaillent sur le Ndagala, un poisson ressemblant à la sardine de la famille des clupéidés. « Nous achetons le poisson des pêcheurs locaux, et laissons ce poisson sécher pendant deux jours sur les claies de séchage », explique Crispin. « Une fois que le poisson est sec, nous le pesons, l'emballons dans des sacs étanches en plastique, scellons ces sacs, plaçons l'étiquette de notre association sur chaque sac, et nous le vendons à environ 5 000 BIF (3,5 USD) par kilo ».

Avec le soutien de la FAO, l'association ACCP de Gitaza est capable de conditionner et commercialiser le poisson ; elle a acquis un stand au marché local où elle peut vendre ses produits ; elle recevra bientôt un congélateur solaire pour commencer à travailler sur du poisson ayant une autre valeur ajoutée comme le Mukeke, le Sangala et le Kué.

La FAO a mis à disposition des infrastructures et des outils nécessaires pour la réussite des activités de l'association, y compris les séchoirs, et un bâtiment où les membres de l'association peuvent se rencontrer pour prendre des décisions collectivement. L'agence onusienne a également rendu disponible du matériel et des outils d'emballage, et conduit une formation importante en matière de gestion associative et financière, en la prise de décision collective, et en résolution pacifique des conflits. Une formation a également été organisée en techniques de conservation et de commercialisation.

Les pertes post-capture consécutives au manque de capacités en matière de conservation entraînent la perte d'une grande quantité de poissons. Le projet veille à ce que les communautés qui dépendent du lac exploitent les opportunités qui s'offrent à eux.

Restauration de la paix à travers la synergie

« La chose la plus importante à propos de notre association », explique Rebecca Inamahoro, présidente de l'ACCP Gitaza, « c'est la paix. Pendant la guerre, les voisins tuaient les autres voisins en raison de leur appartenance ethnique. C'était horrible ».

« Vers la fin de la guerre, avec quelques voisins, nous avons décidé de travailler ensemble.

Nous appartenons à différents groupes ethniques mais nous travaillons main dans la main en faisant le séchage du poisson pour gagner de l'argent et restaurer la paix dans notre communauté. Nous avons montré aux gens qu'il était possible de cohabiter pacifiquement ».

La FAO a fait la promotion d'un système appelé « chaîne de solidarité communautaire », par lequel l'argent économisé par l'association est prêté aux membres qui souhaitent démarrer leurs propres activités génératrices de revenus. Ils remboursent ensuite l'argent leur prêté et l'association reçoit 2 pour cent des bénéfices. Jusqu'à présent, les membres ont cultivé et vendu du manioc, de la banane et des légumes.

La culture des champignons pour lutter contre la surpêche

L'une des difficultés majeures auxquelles les communautés de pêcheurs au lac Tanganyika sont confrontées est l'irrégularité des prises et la réduction des réserves de poissons. L'on estime que depuis les années 1990, le nombre de pêcheurs a doublé alors que la quantité de poisson dans le lac a diminué de moitié.

La FAO s'est attaquée à ce problème en faisant la promotion des activités autres que la pêche dans lesquelles les associations peuvent s'impliquer pendant la période de carence de poisson. La culture des champignons a été particulièrement un réel succès, sans oublier les légumes et les fruits qui contribuent eux aussi à l'assurance de la sécurité alimentaire des ménages.

« Les champignons ont été formidables pour nous », explique Marie Nizigiyimana, membre de l'association ACCP de Gitaza. « La FAO nous a formés et nous a donné du matériel de culture des champignons. Nous nous attendons à vendre environ 100 kg par mois, cela générerait près de 250 000 BIF (180 USD) pour l'association ».

Accroissement des revenus, amélioration de la vie

« Quand nous sommes arrivés en Tanzanie, j'ai eu tellement peur pour ma famille », dit Crispin, « nous n'avions rien, pas de soutien quelconque.

L'adhésion à l'association a changé nos vies. Avec l'argent que j'ai gagné, j'ai pu envoyer sept enfants à l'école, trois d'entre eux ont maintenant terminé les études ».

Le revenu que je gagne à travers la vente du poisson est versé sur le compte bancaire de l'association, une partie est réinvestie dans les activités de l'association, et une autre est partagée en parts égales par les membres.

« Le revenu que je gagne à partir du poisson et les champignons me permet de faire vivre ma famille », dit Marie, « le mois dernier, j'ai pu acheter des stylos, des vêtements et des cahiers pour permettre à mes enfants d'aller à l'école. J'ai également été en mesure d'acheter de l'huile, du sel et d'autres choses pour nourrir ma famille ».

D'ici à l'année prochaine

« La FAO est en train de nous aider à accéder au marché de Bujumbura », dit Rebecca, « Si nous pouvons vendre notre poisson à un prix intéressant, nous serons en mesure d'étendre nos activités et sécher plus de poissons à vendre ».

La FAO travaille en étroite collaboration avec AVEPOMABU, l'association des vendeurs de poissons sise à Bujumbura, pour consolider les liens commerciaux entre les associations de pêche sur le lac et le marché de Bujumbura.

«Le meilleur aspect de ce projet est la vision à long terme que l'association effectuera », affirme Prosper Kiyuku, chef du projet à la FAO.

« La FAO contribue au progrès de l'association, à travers son appui et son expertise technique au niveau des étapes stratégiques du processus ; il est important de savoir qu'une fois que le projet se termine, l'association continuera à s'étendre et se développer ».



Coup d'accélérateur dans la lutte contre le flétrissement bactérien du bananier (BXW) dans les pays de la région des Grands Lacs

C'est dans le cadre d'un atelier régional ayant réuni des participants venus du siège de la FAO et de ses bureaux régionaux du Kenya, du Rwanda, de la RDC, de la Tanzanie et de l'Uganda que la situation du flétrissement bactérien du bananier (BXW en sigles) dans la région des Grands Lacs à été brossée. Ayant réuni des chercheurs, le Gouvernement, le secteur privé et d'autres partenaires impliqués dans cette lutte, l'atelier devait également débattre des étapes à suivre dans l'éradication de cette maladie.

Le bananier, une culture à protéger

Le bananier est l'une des principales cultures en Afrique centrale et orientale et revêt une grande importance économique et sociale dans cette région. Au Burundi, la production de la banane était de 1 850 000 tonnes par an (soit 230kg/personne/an) avant l'apparition de la maladie.

Cette culture occupe un premier rang même avant les autres cultures vivrières comme le manioc, la patate douce et le haricot. C'est une culture qui fournit beaucoup de produits, peu sensible aux aléas climatiques et cultivée toute l'année. Une source importante de nourriture et de revenus réguliers (provenant du vin et des régimes) pour les ménages, la banane comble les carences alimentaires, particulièrement lors des périodes de soudures. Elle fournit des recettes aux collectivités locales à travers la taxe.

Mais hélas, cette culture est victime des maladies nouvelles, parmi lesquelles le flétrissement bactérien du bananier (BXW) et le Banana Bunchy Top Disease (BBTD)! Le BXW, comparé au BBTD et la fusariose, cause plus de dégâts sur le bananier. Elle peut réduire les rendements jusqu'à 100 pour cent de pertes.

Ampleur du BXW au Burundi

Signalé au Rwanda, RDC, Uganda, Kenya et Tanzanie dès 2007, le BXW est rapporté au Burundi dès 2010. Une étude prospective commanditée par la FAO et exécutée par le MINAGRIE et les institutions de recherche et des ONGs établit que la maladie est aussi confirmée à des degrés divers dans 15 provinces sur 17, certaines communes de ces provinces étant affectées à 70 pourcent. Trois provinces : Makamba, Bujumbura Rural et Rutana sont gravement touchées par la maladie. Les provinces de Mwaro et Muramvya sont jusqu'ici exemptes du BXW. Selon le Représentant de la FAO, la mauvaise conduite du bananier (60 pour cent de ces bananiers étant mal gérés) ajoutée au BXW, réduit sensiblement la production de cette culture.

« Les rendements varient entre 5 et 30 tonnes/ha/an, très loin des rendements potentialités de cette culture estimés entre 60 et 90 tonnes/ha/an, selon les données de l'IITA (International Institute of Tropical Agriculture) », a indiqué M. Mohamed HAMMA GARBA, ajoutant que moins de 1 pour cent des fermiers utilisent les vitro plants assainis de maladies, alors que plus de la moitié du matériel de plantation proviennent de leurs champs.

Des actions pour endiguer la maladie

Les intervenants dans la lutte contre les maladies des plantes s'investissent pour le moment dans une lutte acharnée contre le BXW. « Des activités de sensibilisation sur la gestion du BXW ont déjà été organisées sur base d'initiatives propres, à travers l'approche des Interventions à Résultats Rapides-IRR, ou avec l'appui de nombreuses organisations comme l'ASARECA, le CIALCA, le CRS, la FAO et d'autres », a indiqué l'Assistant du Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, Mr Boniface MWIKOMO l'ayant représenté pour l'ouverture de l'atelier.

« Je remercie la FAO pour la coordination efficace des activités de contrôle du BXW dans la région des Grands Lacs et l'invite à aller de l'avant dans cette mission de coordination et de mobilisation des ressources y afférentes », a indiqué le haut cadre du MINAGRIE.

Dans certains pays comme l'Uganda, la lutte a déjà montré des résultats appréciables. Les autres pays ont encore à suivre cet exemple. C'est pourquoi cet atelier a été une occasion de s'informer, et même d'apprendre, auprès de l'expertise régionale sur les voies et moyens de lutte contre la maladie. Des activités de dessouchage sont en cours en plus des activités de formation sensibilisation pilotées par la Direction chargée de la vulgarisation au MINAGRIE.

Des atouts dans la lutte contre le BXW

Lors d'une descente de terrain organisée dans les communes de Kabezi et Bugarama dans la province de Bujumbura Rural à l'occasion de l'atelier il a été remarqué que l'implication de l'administration produit l'effet à bille dans la lutte contre le BXW.

C'est le cas de l'administrateur de la commune Kabezi qui a été le premier à dessoucher son champ atteint, un modèle ayant permis sa population de faire de même. Le recours aux moniteurs agricoles éparpillés sur toutes les collines du pays s'est également avéré efficace pour la mobilisation et le contrôle de la maladie.

Défis à affronter

La où les champs continuent à être infectés, une partie des agriculteurs vivent loin de leur bananeraies. Aussi, il n'y a pas de mécanismes légaux au niveau local pouvant contraindre chaque villageois à contrôler son champ. « Nous avons constaté que la maladie est bien présente dans Bujumbura Rural. Il ya des endroits où il n'y a plus rien à récolter. Dans certains cas, les vrais propriétaires des bananeraies atteintes vivent loin notamment dans la capitale du pays. Cela est un problème réel de communication, il faut continuer à former les paysans et apprendre des expériences des pays voisins », a indiqué Jan HELSEN, Coordinateur régional du projet dans le cadre duquel a été organisé l'atelier. L'application des mesures de lutte par les agriculteurs les plonge dans une pauvreté aigüe.

« J'ai déraciné toutes les plantes malades, et elles étaient nombreuses. Maintenant, je ne récolte pas beaucoup et certains de mes enfants ont quitté l'école faute de ne pas pouvoir leur payer le nécessaire. J'ai beaucoup besoin d'avoir des rejets non malades », a indiqué Nicodème NTAHOMVYARIYE, agriculteur en commune Kabezi. Les agriculteurs ont également besoin des outils suffisants pour la lutte contre la maladie. Faute d'alternatives, certains d'entre eux sont également réticents à appliquer les méthodes leur apprises.

Dans certains endroits, les méthodes de lutte sont appliquées inadéquatement, une indication que les actions de formation et de sensibilisation par les services de vulgarisation du MINAGRIE doivent être continuées et renforcées. Le matériel didactique est disponible pour large diffusion. L'un des effets des opérations de dessouchage des bananeraies malades est l'effet très apparent de l'érosion, qui non seulement appauvrit le sol, mais en plus contribue de manière significative à la pollution du Lac Tanganyika.

La FAO continue à appuyer techniquement la plateforme nationale de coordination de la lutte contre les maladies et ravageurs des plantes dont le BXW à travers un projet régional financé par le Royaume de Belgique.

Les méthodes lutte contre le BXW englobent notamment, la destruction des plans malades, l'utilisation du matériel de plantation sain, la destruction des plans malades, l'inspection et l'entretien des champs de bananier et l'application des mesures de quarantaine. La replantation du nouveau bananier est recommandée au moins six mois après le dessouchage total des plants infectés

JOURNEE NATIONALE DE L'HORTICULTURE

DEUXIEME EDITION: « MIRABILE VISU »



Remise de certificats aux associations formées en Champ-Ecole-Paysan (FFS) lors de la Journée Nationale de l'Horticulture

09 Novembre 2012 : Nous voici au Stade du Complexe Textile de Bujumbura. Il fait un temps de chien comme l'on dit. En effet, une pluie diluvienne s'est abattue toute la matinée sur la capitale. Néanmoins, cela n'est pas un prodrome du mauvais déroulement des festivités car aucun signe d'acrimonie ne s'observe sur ce ruban humain, venu des quatre coins de la capitale, pour se dérouler inlassablement au passage des invités de marque, appelés à rehausser de leur présence les cérémonies marquant la deuxième journée Nationale de l'Horticulture, placé sous le thème « Promouvoir la consommation des fruits et légumes pour la santé ».

Un décor captivant à la hauteur de l'événement : des représentants d'associations productrices de fruits et légumes encadrées par le projet « Horticulture Urbaine et Péri urbaine » exhibaient radieusement aux visiteurs, qui, son panier de tomates, qui, ses oignons, qui, ses courgettes, au rythme endiablé et envoûtant des tambourinaires et danseuses traditionnelles venus agrémenter la fête.

Dans son mielleux discours de circonstance, Madame Odette KAYITESI, Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, a souligné l'importance de la consommation des fruits et légumes dans la nutrition humaine. « Que personne ne dise plus, comme nos grands parents, que les fruits et les légumes c'est seulement pour nos enfants » a-t-elle asséné.

Elle a fait savoir que dans la Politique Nationale Agricole, l'horticulture se trouve être la pierre angulaire du septennat 2008-2015. C'est pour cette raison que le Royaume de Belgique a été sollicité pour continuer à appuyer le Gouvernement du Burundi dans ce secteur.

Bien plus, les réalisations du projet HUP, depuis son démarrage en 2010, ont été mises en exergue : cent quatre-vingt associations composées de 5 549 membres dans la Mairie de Bujumbura et ses périphéries, bénéficient de l'appui du projet, douze associations pratiquent la myciculture et ont déjà vendu leurs récoltes en bonne quantité, quarante-trois champs écoles paysans ont été formés dans divers domaines agricoles, quatorze écoles pratiquent l'horticulture. Le projet collabore avec l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU), l'ONG FLORESTA, notamment dans la multiplication des semences sélectionnées.

Pour Monsieur Hubert CHAUVET, Coordonnateur des Opérations Agricoles d'Urgences et de Réhabilitation, mandaté par le Représentant de la FAO empêché, la journée qui se célèbre est une preuve éloquent de la fructueuse collaboration qui existe entre l'Organisation et les différents partenaires impliqués dans la promotion du secteur horticole.

Il a tracé l'historique du « Projet d'Appui au Développement de l'Horticulture Urbaine et Péri Urbaine au Burundi (HUP en sigle) qui a vu le jour grâce au financement du Royaume de Belgique ».

Pour lui, l'organisation d'une Journée Nationale de l'Horticulture est à saluer. C'est une aubaine pour mettre ensemble, non seulement le monde des producteurs, grands et petits, les vendeurs, les transformateurs, mais aussi les chercheurs, les éducateurs, les élèves, les étudiants et tous les consommateurs, afin de contribuer à la promotion du secteur de l'horticulture et d'assurer la concertation, le plaidoyer, les échanges d'expériences, en vue de promouvoir au mieux ce secteur. Il a saisi l'occasion pour remercier le nouveau Maire de la ville de Bujumbura pour sa présence qui présage déjà une fructueuse collaboration avec le projet HUP.

Les cérémonies se sont poursuivies par la remise des certificats aux membres des associations formées en champs écoles paysans des mains de Madame la Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, du Délégué de la FAO, de l'Ambassadeur Délégué de l'Ambassadeur de Belgique et de l'Ambassadeur de Chine au Burundi, après quoi divers stands d'exposition vente ont été visités sur fond d'animation d'infatigables groupes folkloriques.

La FAO remercie vivement les bailleurs de fonds suivants pour leurs appuis à ses projets et programmes depuis 2009:

La délégation de l'Union Européenne, le Royaume de Belgique, la Banque Africaine de Développement (BAD), le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), le Royaume de Suède, le **Gouvernement d'Italie**, l'**Office pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA)**, le Gouvernement Autrichien, les Fonds de Consolidation de la Paix des Nations Unies, et le **Fond pour l'Environnement Mondial**.

Tous droits réservés. La FAO encourage la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Les utilisations à des fins non commerciales seront autorisées à titre gracieux sur demande. La reproduction pour la revente ou à d'autres fins commerciales, y compris à des fins éducatives, pourra être soumise à des frais. Les demandes d'autorisation de reproduction ou de diffusion de matériel dont les droits d'auteur sont détenus par la FAO et toute autre requête concernant les droits et les licences sont à adresser par courriel à l'adresse copyright@fao.org ou au:

Chef de la Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications, Bureau de l'échange des connaissances, de la recherche et de la vulgarisation, FAO, Viale delle Terme di Caracalla 00153 Rome, Italie

Equipe Editoriale &

Mise en page:

James Belgrave
Barnabé Ndayikeza
Baudelaire Ndayishimiye

Photographie:

James Belgrave
Giulio Napolitano
Barnabé Ndayikeza

Photo de couverture:

©FAO/J.Belgrave



Représentation de la
FAO au Burundi
Bujumbura BP 1250
Tel. +257 22 20 60 00
FAO-BI@fao.org
www.fao.com/emergencies
coin.fao.org/cms/world/burundi